

CONFÉRENCE

VERS UNE DÉCOLONISATION DE LA
GUADELOUPE !

ENJEUX, ET PERSPECTIVES

Bakou, Azerbaïdjan

24 juin 2025



POLITICO-HISTORIQUE

La Guadeloupe demeure un territoire marqué par une contradiction fondamentale : bien qu'érigée en département français depuis 1946, elle reste assujettie à une structure politique, économique et culturelle héritée du colonialisme. Ce paradoxe constitue le nœud de la question guadeloupéenne.

Comment le peuple guadeloupéen, vivant à des milliers de kilomètres de Paris, peut-il véritablement exercer sa souveraineté au sein d'un système où les grandes décisions sont prises sans lui, voire contre lui ?

Le territoire guadeloupéen a fait au cours de son histoire à l'extermination du peuple premier de la Guadeloupe les Kalinagos, à la déportation, à la réduction en esclavage des africains et à l'exploitation des travailleurs Indiens et Congos arrivés sous contrat.

Sur le plan juridique et politique la départementalisation intervenue n'a pas été la fin du colonialisme, mais une mutation de celui-ci. Ce subterfuge juridique a permis à la France de retirer la Guadeloupe de la liste des pays à décoloniser de l'ONU.

Elle a remplacé l'autorité coloniale explicite par une intégration administrative, tout en maintenant une dépendance économique, une marginalisation politique et une invisibilisation culturelle un déni de l'histoire.

Aujourd'hui encore, les indicateurs sociaux, économiques et sanitaires de la Guadeloupe révèlent un niveau de précarité et d'une hiérarchisation sociale inacceptable dans un État qui se prétend égalitaire.

Le chômage structurel, l'exode massif des jeunes, la vie chère, les violences policières, la gestion autoritaire de la crise sanitaire et les décisions imposées depuis Paris où Bruxelles alimentent un profond sentiment d'injustice et est à l'origine des crises politiques et sociales qui secouent épisodiquement la Guadeloupe.

Cette question continue d'alimenter des tensions identitaires, économiques et sociales. De nombreux mouvements politiques guadeloupéens, tels que le Groupement des Organisations Nationalistes Guadeloupéens (GONG) que l'État colonial a dissout en 1967 auquel a succédé l'Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe (UPLG), le Mouvement International pour les Réparations (MIR Guadeloupe), le Fos pou Konstwi Nasyon Gwadeloup (FKNG), le Comité International des Peuples Noirs (CIPN) et d'autres forces politiques patriotiques contestent et remettent en cause depuis des décennies la départementalisation et militent pour la décolonisation et l'accession à l'indépendance du pays.

Il en est de même pour de nombreux intellectuels tels Rosan Girard, Albert Bévillie, Raoul Serva, Maryse Condé Sony Rupaïre, Henri Bernard et bien d'autres. Le mouvement culturel aussi est très impliqué dans la lutte pour l'émancipation du peuple guadeloupéen.

Face à cette réalité, les mot « décolonisation » et « réparations » ne doivent plus être tabou. Il ne s'agit pas d'un slogan dépassé, mais d'une exigence démocratique. C'est le droit pour un peuple de décider librement de son avenir, de définir ses priorités, de construire ses propres institutions, et de rétablir un équilibre rompu par des siècles de domination coloniale.





CONTEXTE GÉOPOLITIQUE

Dans un contexte mondial où d'une part les processus de décolonisation sont réinterrogés et réactivés à travers les prismes de la souveraineté des peuples, du droit international, et de la justice sociale.

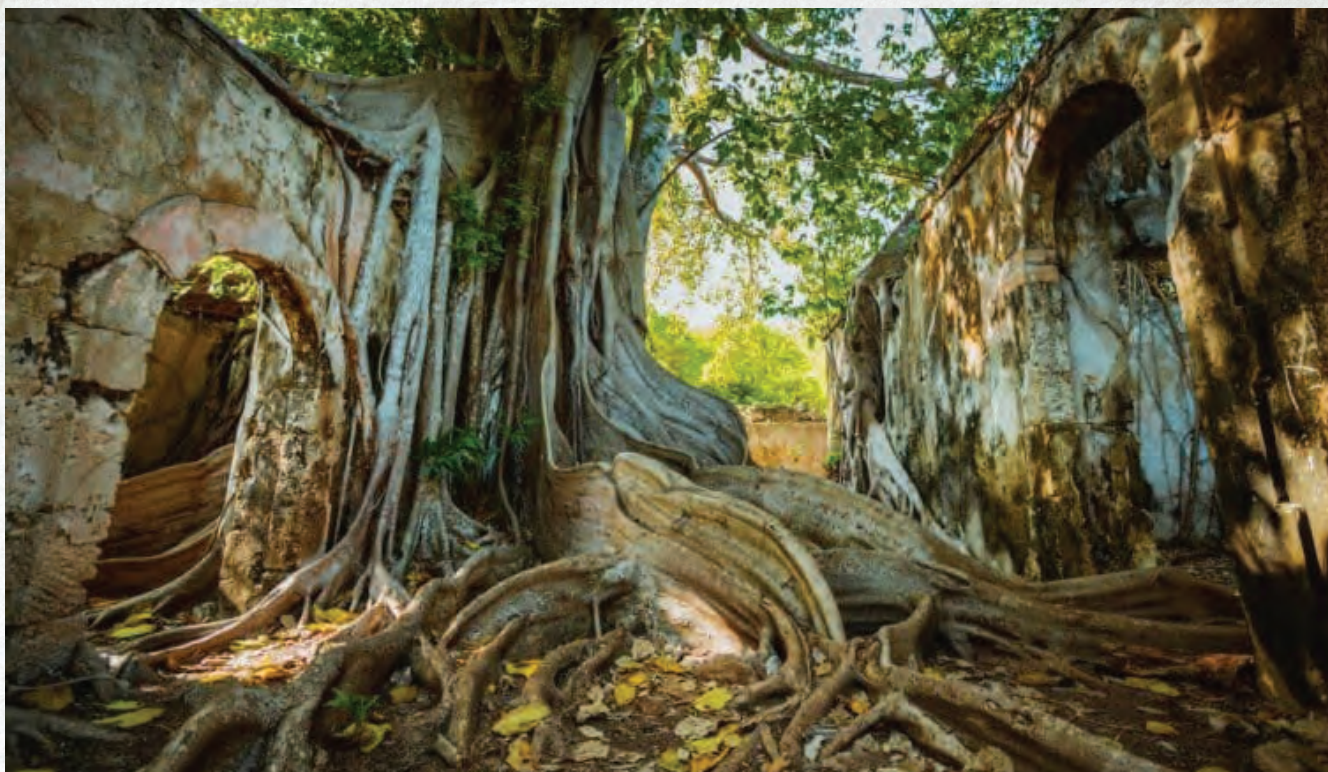
D'autre part, par une seconde vague de décolonisation conduite les pays de l'AES, par la dynamique en œuvre au sein du CARICOM et celle des pays Pacifique par le groupe Fer de Lance. Les pays du BRICS aussi rebattent les cartes du statut quo hérité de la fin de la seconde guerre mondiale.

C'est pourquoi il nous semble opportun d'ouvrir à travers la conférence que nous proposons un espace de réflexion collective et multidisciplinaire sur ce que signifie aujourd'hui pour le peuple guadeloupéen l'exercice du droit à l'autodétermination conformément au droit international.

La Guadeloupe, refuse d'être emprisonnée dans le « changement de son statut » opéré unilatéralement par la puissance colonisatrice en 1946.

La Conférence coorganisée par le Groupe d'Initiative de Bakou (GIB), L'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), MIR Guadeloupe et Fos Pou Konstwi Nasyon Gwadeloup (FKNG) Comité International des peuples noirs (CIPN) proposée vise à ouvrir un débat politique essentiel : quels chemins pour une décolonisation effective de la Guadeloupe ? Quelles formes peut-elle prendre ? Quels obstacles, quels leviers, quels horizons ?

Ce débat n'est pas seulement guadeloupéen. Il est mondial. Il s'inscrit dans un mouvement plus vaste de remise en question des rapports de domination hérités des empires coloniaux occidentaux, et de réaffirmation des droits des peuples à l'autodétermination. Il est temps de sortir de l'ambiguïté, et d'oser poser la question centrale : à qui appartient l'avenir de la Guadeloupe ?



Petit-Canal, en Guadeloupe, était un des principaux ports de débarquement pour les navires négriers qui amenaient les esclaves d'Afrique vers les colonies françaises. Ce lieu chargé est d'histoire, qui rappelle le passé sombre de l'esclavage en Guadeloupe et la souffrance des esclaves débarqués dans ce port.

CONTEXTE CULTUREL ET CULTUEL

Dans une Guadeloupe colonisée où le guadeloupéen n'est pas reconnu comme langue officielle, un contexte culturel riche mais complexe émerge. Les cultures kalinagos, africaines, indiennes et européennes s'entremêlent, mais souvent de manière exagérée dans un prisme consumériste.

La langue guadeloupéenne, parlée quotidiennement par la majorité de la population, est ainsi reléguée à un statut informel, empêchant son développement administratif et éducatif.

De plus, la Guadeloupe est juridiquement et culturellement isolée de la Caraïbe, les liens étant plutôt renforcés vers l'Europe. Ce choix se ressent dans les politiques économiques et culturelles, qui privilégient les intérêts européens au détriment des échanges régionaux, contribuant à une aliénation de l'identité caribéenne.

Cependant, la résistance culturelle émerge à travers des mouvements engagés et des initiatives artistiques. Des artistes, des poètes et des musiciens exaltent la richesse de leur culture à travers des créations authentiques, affirmant la fierté d'appartenir à une identité guadeloupéenne. Ces mouvements mettent accent sur la valorisation de la langue guadeloupéenne, la réappropriation des traditions, et la lutte pour une reconnaissance institutionnelle.

Ainsi, malgré les tentatives de folklorisation et l'imposition d'une culture coloniale, la conscience identitaire s'affirme, entraînant une révolte culturelle, artistique et intellectuelle. Les Guadeloupéens s'unissent autour de leur héritage pour revendiquer leur place dans le paysage culturel, tant national qu'international.



Le contexte culturel dans une Guadeloupe composée à 90% afrodescendants est le résultat d'un syncrétisme complexe, marqué par l'héritage de plusieurs origines. Les descendants d'Africains réduits en esclavage, qui ont subi une conversion forcée au catholicisme, ont réussi à préserver certains aspects de leurs croyances ancestrales en les intégrant dans une nouvelle spiritualité. Cela a donné naissance à des pratiques syncrétiques, où les traditions africaines se mêlent aux éléments judéo-chrétiens.

Parallèlement, les engagés indiens, arrivés sous contrat en quête de travail, ont apporté leurs propres traditions spirituelles riches, comme l'hindouisme, qui coexistent avec les croyances des afro-descendants. Leurs festivals, rituels et coutumes contribuent à la diversité culturelle de la Guadeloupe.

De plus, la présence européenne, qui prône une vision laïque de la société, introduit une dimension différente. Les Européens adoptent souvent une approche matérialiste qui crée un espace de tension entre les valeurs traditionnelles et modernistes.

Cette cohabitation des croyances et pratiques religieuses fait de la Guadeloupe un lieu de rencontre unique, où les influences kalinagos, africaines, indiennes et européennes fusionnent, créant un tableau complexe de spiritualité et de culture. Les dialogues entre ces différentes traditions continuent à évoluer, reflétant l'histoire tumultueuse de la Guadeloupe.

OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE

Donner la parole à une pluralité d'acteurs : chercheurs, artistes, militants, responsables politiques, citoyens.

Analyser les héritages du colonialisme dans les structures politiques, économiques et culturelles actuelles de la Guadeloupe.

Explorer les différentes formes que pourrait prendre la décolonisation.

Nourrir un débat constructif sur l'avenir institutionnel et identitaire de la Guadeloupe.

Sensibiliser et conscientiser la communauté internationale sur la nécessité de la décolonisation de la Guadeloupe.

Axes de Réflexion Proposés

1. Histoire et mémoire coloniale :

- L'esclavage et la colonisation : quelles transmissions mémorielles ?
- Départementalisation et continuités coloniales.

2. Décolonisation politique et institutionnelle :

- Quelles options de décolonisation ?
- Comparaison avec d'autres territoires : Kanaky, Maohi Nui, Réunion, etc.

3. Décolonisation économique :

- Dépendance économique à la puissance colonisatrice - la France.
- Alternatives locales et souveraineté alimentaire.

4. Décolonisation des savoirs et des cultures :

- Créolisation, langue Guadeloupe, identité caribéenne.
- L'école et l'université : quels contenus, quelles langues, quelles références ?

5. Aspects spirituels dans colonisation et dans la décolonisation :

- Rôle du baptême des africains réduits en esclavage
- Survivance d'une spiritualité ancestrale
- Rôle des mouvements chrétiens dans la lutte de libération nationale
- Renouveau de la spiritualité africaine

6. Mobilisations citoyennes et militantes :

- Rôle des mouvements sociaux, syndicaux et culturels.
- Révoltes populaires : 1967, 2009, 2021 et autres formes de contestation.
- Front International de Décolonisation.

CONFERENCE

TOWARDS THE DECOLONIZATION OF
GUADELOUPE!

CHALLENGES AND PERSPECTIVES

Baku, Azerbaijan

June 24, 2025



POLITICAL-HISTORICAL CONTEXT

Guadeloupe remains a territory defined by a fundamental contradiction: although it has been the status of a French department since 1946, it continues to be subject to political, economic, and cultural structures inherited from colonialism. This paradox lies at the center of the Guadeloupean issue.

In what ways can the people of Guadeloupe, living thousands of kilometers from Paris, meaningfully exercise their sovereignty within a political system in which key decisions are made in their absence, or even contrary to their interests?

The historical trajectory of Guadeloupe has been characterized by the extermination of its indigenous population, notably the Kalinagos, as well as the forced deportation and enslavement of Africans. Additionally, the island experienced the systematic exploitation of indentured laborers from India and Congo.

From a legal and political standpoint, departmentalization did not signify the end of colonialism but rather its transformation. This legal subterfuge allowed France to remove Guadeloupe from the United Nations list of countries to be decolonized.

It replaced explicit colonial authority with administrative integration, while perpetuating economic dependency, political marginalization, cultural invisibility, and a denial of history. Even today, Guadeloupe's social, economic, and health indicators reveal a level of uncertainty and an unacceptable degree of social hierarchy in a state that claims to uphold the principle of equality.

Structural unemployment, the mass exodus of young people, the high cost of living, police violence, the authoritarian management of the health crisis, and decisions imposed from Paris or Brussels fuel a deep sense of injustice that periodically disrupts Guadeloupe's political and social stability.

This issue continues to fuel identity-based, economic, and social tensions. For decades, numerous Guadeloupean political movements such as the Group of Guadeloupe Nationalist Organizations (Groupement des Organisations Nationalistes Guadeloupéens (GONG)), which was dissolved by the colonial administration in 1967 and subsequently succeeded by the Popular Union for the Liberation of Guadeloupe (l'Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe (UPLG)), the International Movement for Reparations (Le Mouvement International pour les Réparations (MIR Guadeloupe)), the Guadeloupe Nation Building Force (le Fos pou Konstwi Nasyon Gwadeloup (FKNG)), the International Committee of Black Peoples (le Comité International des Peuples Noirs (CIPN)), and other patriotic political organizations—have consistently contested the process of departmentalization, advocating for decolonization and the attainment of national independence.

The same is true for numerous intellectuals such as Rosan Girard, Albert Beville, Raoul Serva, Maryse Conde, Sony Rupaïre, Henri Bernard, and many others. The cultural movement is also deeply involved in the struggle for the emancipation of the people of Guadeloupe.

Considering this reality, the terms «decolonization» and «reparations» must no longer be considered taboo. They are not outdated slogans, but rather democratic imperatives. It is the right of a people to freely determine their future, define their priorities, build their institutions, and restore a balance disrupted by centuries of colonial domination.





GEOPOLITICAL CONTEXT

In today's global context, decolonization processes are increasingly being reexamined and reactivated through the lenses of popular sovereignty, international law, and social justice.

On the other hand, through a second wave of decolonization led by the ESA countries, propelled by the momentum within CARICOM and by the Pacific countries through the Melanesian Spearhead Group. The BRICS countries are also reshuffling the cards of the status quo inherited from the end of the Second World War.

Therefore, it is considered timely and appropriate to establish, through the proposed conference, a forum for collective and multidisciplinary reflection on the contemporary meaning of the exercise of the right to self-determination for the people of Guadeloupe, in accordance with international law.

Guadeloupe rejects being constrained by the unilateral "change of its status" imposed by the colonial power in 1946.

The conference, co-organized by the Baku Initiative Group (BIG), the Popular Union for the Liberation of Guadeloupe, the International Movement for Reparations, the Guadeloupe Nation Building Force, and the International Committee of Black Peoples, seeks to foster a critical political discourse on the effective decolonization of Guadeloupe. It aims to address key questions: What pathways can lead to effective decolonization of Guadeloupe? What forms might this process take? What challenges, enabling factors, and prospects are involved?

This debate is not confined to Guadeloupe alone. It is a matter of global significance. It is part of a broader movement that challenges the systems of domination inherited from Western colonial empires and reaffirms the rights to self-determination for people. The time has come to dispel ambiguity and to boldly address the fundamental question: to whom does the future of Guadeloupe rightfully belong?



Petit-Canal, located in Guadeloupe, served as one of the principal disembarkation ports for slave ships transporting enslaved Africans to the French colonial territories. This historically significant site evokes the somber legacy of slavery in Guadeloupe and the profound suffering endured by the enslaved individuals who arrived there.

CULTURAL AND RELIGIOUS CONTEXT

In a colonized Guadeloupe where Creole is not recognized as an official language, a rich but complex cultural context is emerging. Kalinago, African, Indian, and European cultures are interwoven, though often in a distorted way shaped by a consumerist framework.

Although Guadeloupean Creole is spoken daily by a large portion of the population, it remains confined to an informal status, thereby obstructing its institutional development within administrative and educational spheres.

Moreover, Guadeloupe is legally and culturally isolated from the Caribbean, with stronger ties oriented toward Europe. This strategic orientation is reflected in economic and cultural policies that favor European interests at the expense of regional exchanges, thereby contributing to the alienation of Caribbean identity.

Cultural resistance manifests through dedicated movements and artistic initiatives wherein artists, poets, and musicians articulate the richness of their heritage through authentic creative expressions, thereby affirming a collective pride in identity of Guadeloupe. These movements prioritize the valorization of the language of Guadeloupe, the reclamation of cultural traditions, and the pursuit of formal institutional recognition.

Thus, despite attempts at folklorization and the imposition of a colonial culture, a strong sense of identity asserts itself, giving rise to a cultural, artistic, and intellectual revolt. The Guadeloupean people unite around their heritage to claim their rightful place within both the national and international cultural spheres.



The religious context in Guadeloupe, where approximately 90% of the population is of afro-descendants, reflects a complex syncretism shaped by multiple ancestral legacies. Descendants of enslaved Africans, who were subjected to forced conversion to Catholicism, managed to preserve certain elements of their ancestral beliefs by integrating them into a new spiritual framework. This gave rise to syncretic practices, in which African traditions blend with Judeo-Christian elements.

Simultaneously, Indian indentured laborers, who arrived under contract in search of employment, brought with them rich spiritual traditions such as Hinduism, which coexist alongside the beliefs of Afro-descendants. Their festivals, rituals, and customs contribute significantly to the religious and cultural diversity of Guadeloupe.

Moreover, the European presence, which advocates a secular vision of society, introduces a different dimension. Europeans often adopt a materialistic approach that generates a space of tension between traditional and modernist values.

This coexistence of religious beliefs and practices renders Guadeloupe a unique crossroads, wherein Kalinago, African, Indian, and European influences interweave, producing a complex mosaic of spirituality and culture. The ongoing interaction among these diverse traditions continues to evolve, reflecting the island's turbulent historical trajectory.

OBJECTIVES OF THE CONFERENCE

To amplify the voices of a diverse range of stakeholders: including researchers, artists, activists, political leaders, and citizens.

To analyze the legacies of colonialism within the current political, economic, and cultural structures of Guadeloupe.

To explore the different forms that decolonization

To foster a constructive debate on Guadeloupe's institutional and identity-based future.

To raise awareness and engage the international community on the necessity of Guadeloupe's decolonization.

Proposed Areas of Reflection

1. Colonial history and memory:

- Slavery and colonization: how are these histories transmitted through collective memory?
- Departmentalization and the persistence of colonial continuities.

2. Political and institutional decolonization:

- What are the possible pathways to decolonization?
- Comparative perspectives from other territories: Kanaky, Maohi Nui, Reunion, etc.

3. Economic decolonization:

- Economic dependence on the colonial power — France.
- Local alternatives and food sovereignty.

4. Decolonization of knowledge and cultures:

- Creolization, Guadeloupean language, Caribbean identity.
- Schools and universities: what content, which languages, which references?

5. Spiritual aspects in colonization and decolonization:

- The role of baptism of enslaved Africans.
- Persistence of ancestral spirituality.
- Role of Christian movements in the national liberation struggle.
- Revival of African spirituality.

6. Citizen and activist mobilizations:

- Role of social, labor, and cultural movements.
- Popular uprisings: 1967, 2009, 2021, and other forms of protest.
- International Decolonization Front.

CONFERENCIA

¡HACIA LA DESCOLONIZACIÓN DE
GUADALUPE!

RETOS Y PERSPECTIVAS

Bakú, Azerbaiyán

24 de junio de 2025



HISTORIA POLÍTICA

Guadelupe sigue siendo un territorio marcado por una contradicción fundamental: aunque es un departamento francés desde 1946, sigue sometido a una estructura política, económica y cultural heredada del colonialismo. Esta paradoja está en el centro de la cuestión guadelupeña.

¿Cómo pueden los guadelupeños, que viven a miles de kilómetros de París, ejercer realmente su soberanía en un sistema en el que las grandes decisiones se toman sin ellos, o incluso contra ellos?

A lo largo de su historia, Guadelupe ha sido testigo del exterminio de los kalinagos, el pueblo originario de Guadelupe, de la deportación y esclavización de africanos y de la explotación de trabajadores contratados indios y congoleños.

En términos jurídicos y políticos, la departamentalización que tuvo lugar no fue el fin del colonialismo, sino una mutación del mismo. Este subterfugio jurídico permitió a Francia retirar a Guadelupe de la lista de países por descolonizar de la ONU.

Sustituyó la autoridad colonial explícita por la integración administrativa, al tiempo que mantenía la dependencia económica, la marginación política y la invisibilización cultural, es decir, la negación de la historia.

Aún hoy, los indicadores sociales, económicos y sanitarios de Guadalupe revelan un nivel de precariedad y jerarquización social inaceptable en un país que pretende ser igualitario.

El desempleo estructural, el éxodo masivo de jóvenes, la carestía de la vida, la violencia policial, la gestión autoritaria de la crisis sanitaria y las decisiones impuestas desde París o Bruselas alimentan un profundo sentimiento de injusticia y están en el origen de las crisis políticas y sociales que sacuden de vez en cuando Guadalupe.

Esta cuestión sigue alimentando las tensiones identitarias, económicas y sociales. Numerosos movimientos políticos guadalupéños, como el Groupement des Organisations Nationalistes Guadeloupéens (GONG), disuelto por el Estado colonial en 1967 y sucedido por la Unión Popular para la Liberación de Guadalupe (UPLG), el Mouvement International pour les Réparations (MIR Guadalupe), el Fos pou Konstwi Nasyon Gwadeloup (FKNG), el Comité Internacional de los Pueblos Negros (CIPN) y otras fuerzas políticas patrióticas llevan décadas impugnando y desafiando la departamentalización y haciendo campaña por la descolonización y la independencia del país.

Lo mismo ocurrió con muchos intelectuales como Rosan Girard, Albert Béville, Raoul Serva, Maryse Condé Sony Rupaire, Henri Bernard y muchos otros. El movimiento cultural también estuvo muy implicado en la lucha por la emancipación del pueblo guadalupéño.

Ante esta realidad, las palabras «descolonización» y «indemnización» deben dejar de ser tabú. No se trata de un eslogan anticuado, sino de una exigencia democrática. Es el derecho de un pueblo a decidir libremente sobre su futuro, a definir sus prioridades, a construir sus propias instituciones y a restablecer un equilibrio roto por siglos de dominación colonial.





CONTEXTO GEOPOLÍTICO

En un contexto global en el que, por un lado, se están reexaminando y reactivando los procesos de descolonización a través del prisma de la soberanía de los pueblos, el derecho internacional y la justicia social.

Por otra parte, se está produciendo una segunda ola de descolonización en los países de la Alianza Económica y Social (AEE), las dinámicas en marcha en el seno de la CARICOM y las de los países del Pacífico a través del grupo Fer de Lance. Los países BRICS también están volviendo a barajar las cartas del statu quo heredado del final de la Segunda Guerra Mundial.

Por eso nos parece oportuno que la conferencia que proponemos sea un foro de reflexión colectiva y multidisciplinar sobre lo que significa hoy para el pueblo de Guadalupe ejercer su derecho a la autodeterminación de acuerdo con el derecho internacional.

Guadalupe se niega a ser prisionera del «cambio de estatus» operado unilateralmente por la potencia colonial en 1946.

La conferencia coorganizada por el Grupo de Iniciativa de Bakú (GIB), la Unión Popular para la Liberación de Guadalupe (UPLG), MIR Guadalupe y el Comité Internacional de los Pueblos Negros (CIPN) de Fos Pou Konstwi Nasyon Gwadeloup (FKNG) pretende abrir un debate político esencial: ¿Cuáles son las vías para una descolonización efectiva de Guadalupe? ¿Qué formas podría adoptar? ¿Qué obstáculos, qué palancas, qué horizontes?

No es sólo un debate guadalupéño, sino también es mundial. Forma parte de un movimiento más amplio para cuestionar las relaciones de dominación heredadas de los imperios coloniales occidentales y reafirmar los derechos de los pueblos a la autodeterminación. Es hora de acabar con la ambigüedad y atreverse a plantear la pregunta central: ¿A quién pertenece el futuro de Guadalupe?



Petit-Canal, ubicado en Guadalupe, fue uno de los principales puertos de desembarco de los barcos negreros que transportaban africanos esclavizados a los territorios coloniales franceses. Este sitio de gran importancia histórica evoca el legado sombrío de la esclavitud en Guadalupe y el profundo sufrimiento que padecieron las personas esclavizadas que llegaron allí.

CONTEXTO CULTURAL Y RELIGIOSO

En la Guadalupe colonizada, donde el idioma guadalupéño no estaba reconocido como lengua oficial, surgió un contexto cultural rico pero complejo. Las culturas kalinagos, africanas, indias y europeas se entremezclan, pero a menudo de forma exagerada por un prisma consumista.

La lengua guadalupéña, hablada a diario por la mayoría de la población, queda así relegada a un estatus informal que impide su desarrollo administrativo y educativo.

Además, Guadalupe está legal y culturalmente aislada del resto del Caribe, y en su lugar se refuerzan los vínculos con Europa. Esta elección se refleja en las políticas económicas y culturales, que favorecen los intereses europeos frente a los intercambios regionales, contribuyendo a la alienación de la identidad caribeña.

Sin embargo, está surgiendo una resistencia cultural a través de movimientos comprometidos e iniciativas artísticas. Artistas, poetas y músicos ensalzan la riqueza de su cultura a través de creaciones auténticas, afirmando su orgullo de pertenecer a una identidad guadalupéña. Estos movimientos se centran en la promoción de la lengua guadalupéña, la reapropiación de las tradiciones y la lucha por el reconocimiento institucional.

Así, a pesar de los intentos de folclorización y de la imposición de una cultura colonial, se afirmó una conciencia identitaria que desembocó en una revuelta cultural, artística e intelectual. Los guadalupéños se unieron en torno a su patrimonio para reivindicar su lugar en el panorama cultural, tanto nacional como internacional.



El contexto religioso de Guadalupe, cuyo 90% es afrodescendiente, es el resultado de un complejo sincretismo, marcado por la herencia de varios orígenes. Los descendientes de africanos esclavizados, que sufrieron una conversión forzosa al catolicismo, consiguieron conservar ciertos aspectos de sus creencias ancestrales integrándolos en una nueva espiritualidad. Esto ha dado lugar a prácticas sincréticas, en las que las tradiciones africanas se mezclan con elementos judeocristianos.

Al mismo tiempo, los trabajadores indios han traído consigo sus propias y ricas tradiciones espirituales, como el hinduismo, que coexisten con las creencias de los afrodescendientes. Sus fiestas, rituales y costumbres contribuyen a la diversidad cultural de Guadalupe.

Además, la presencia europea, que propugna una visión laica de la sociedad, introduce una dimensión diferente. Los europeos suelen adoptar un enfoque materialista que crea una tensión entre los valores tradicionales y los modernistas.

Esta cohabitación de creencias y prácticas religiosas hace de Guadalupe un lugar de encuentro único, donde se funden influencias kalinagos, africanas, indias y europeas, creando un complejo cuadro de espiritualidad y cultura. El diálogo entre estas diferentes tradiciones sigue evolucionando, reflejando la tumultuosa historia de Guadalupe.

OBJETIVOS DE LA CONFERENCIA

Dar voz a un amplio abanico de interesados: investigadores, artistas, activistas, políticos y ciudadanos.

Analizar el legado del colonialismo en las actuales estructuras políticas, económicas y culturales de Guadalupe.

Explorar las distintas formas que puede adoptar la descolonización.

Fomentar un debate constructivo sobre el futuro de las instituciones y la identidad de Guadalupe.

Concienciar y sensibilizar a la comunidad internacional sobre la necesidad de descolonizar Guadalupe.

Ámbitos propuestos

1. Historia y memoria colonial:

- Esclavitud y colonización: ¿Cómo se transmiten las memorias?
- Departamentalización y continuidades coloniales.

2. Descolonización política e institucional:

- ¿Qué opciones de descolonización?
- Comparación con otros territorios: Kanaky, Maohi Nui, Reunión, etc.

3. Descolonización económica:

- La dependencia económica de Francia de la potencia colonial.
- Alternativas locales y soberanía alimentaria.

4. Descolonización conocimientos y culturas:

- Creolización, lengua de Guadalupe, identidad caribeña.
- Escuelas y universidades: ¿Qué contenidos, qué lenguas, qué referencias?

5. Aspectos espirituales de la colonización y la descolonización:

- El papel del bautismo para los africanos esclavizados.
- Supervivencia de una espiritualidad ancestral.
- El papel de los movimientos cristianos en la lucha de liberación nacional.
- Renovación de la espiritualidad africana.

6. Movilización ciudadana y activista:

- El papel de los movimientos sociales, sindicales y culturales.
- Revueltas populares: 1967, 2009, 2021 y otras formas de protesta.
- Frente Internacional de Descolonización.

КОНФЕРЕНЦИЯ

НА ПУТИ ДЕКОЛОНИЗАЦИИ

ГВАДЕЛУПЫ!

ВЫЗОВЫ И ПЕРСПЕКТИВЫ

Баку, Азербайджан

24 июня 2025 года



ПОЛИТИКО-ИСТОРИЧЕСКИЙ

Гваделупа остаётся территорией, в которой существует фундаментальное противоречие: несмотря на то, что с 1946 года она является французским департаментом, её политическая, экономическая и культурная структура по-прежнему определяется колониальным наследием. Этот парадокс составляет суть вопроса Гваделупы.

Может ли гваделупский народ, живущий за тысячи километров от Парижа, по-настоящему реализовать свой суверенитет в условиях, когда важнейшие решения принимаются без него, а порой и против него?

История Гваделупы отмечена уничтожением её коренного народа — Калинаго, депортацией, порабощением африканцев и эксплуатацией индейцев и конголезцев, привезённых по контракту.

В юридическом и политическом плане департаментализация не стала концом колониализма, а лишь его трансформацией. Этот юридический обман позволил Франции исключить Гваделупу из списка территорий подлежащих деколонизации стран ООН.

Вместо явного колониального управления была установлена административная интеграция, сопровождающаяся экономической зависимостью, политической маргинализацией и культурной невидимостью, отрицанием истории.

До сих пор социально-экономические и санитарные показатели Гваделупы демонстрируют неприемлемый уровень неравенства в государстве, заявляющем о «равенстве».

Структурная безработица, массовый отъезд молодежи, высокая стоимость жизни, насилие со стороны полиции, авторитарное управление кризисом в области здравоохранения, а также навязываемые из Парижа или Брюсселя решения вызывают острое чувство несправедливости и являются причиной периодических политических и социальных кризисов, которые сотрясают Гваделупу.

Эта проблема продолжает подпитывать напряженность в вопросах идентичности, экономики и общества. На протяжении десятилетий политические движения, такие как Группировка гваделупских националистических организаций (GONG), распущенная колониальным государством в 1967 году, и сменившие её Народным союзом освобождения Гваделупы (UPLG), Международное движение за репарации (MIR Guadeloupe), Движение за строительство гваделупской нации (FKNG), Международный комитет чернокожих народов (CIPN) и другие, на протяжении десятилетий выступают против департаментализации и отстаивают право страны на деколонизацию и независимость.

То же самое можно сказать о многих интеллектуалах, таких как Розан Жирар, Альбер Бевиль, Рауль Серва, Мариз Конде, Сони Рюпэр, Анри Бернар и другие. Культурное движение также играет активную роль в борьбе за освобождение гваделупского народа.

Перед лицом этой реальности слова «деколонизация» и «репарация» не должны больше быть табу. Речь идёт не о каком-то устаревшем лозунге, а о подлинном демократическом требовании. Это право народа — свободно решать свою судьбу, определять собственные приоритеты, строить свои институты и восстанавливать равновесие, нарушенное веками колониального господства.





ГЕОПОЛИТИЧЕСКИЙ КОНТЕКСТ

В современном мире процессы деколонизации вновь ставятся под вопрос и обретают новое дыхание — через призму народного суверенитета, норм международного права и стремления к социальной справедливости.

С другой стороны, наблюдается вторая волна деколонизации, инициированная странами Альянса государств Сахеля (AES), поддержанная динамикой внутри Карибского сообщества (CARICOM), а также странами Тихоокеанского региона посредством Меланезийской Инициативной Группы. Страны БРИКС также пересматривают статус-кво, унаследованный с конца Второй мировой войны.

Именно поэтому мы считаем целесообразным создать, посредством предлагаемой нами конференции, пространство для коллективного и междисциплинарного размышления о том, что сегодня означает для гваделупского народа осуществление права на самоопределение в соответствии с нормами международного права.

Гваделупа отказывается быть пленницей «смены статуса», односторонне навязанной колониальной державой в 1946 году.

Конференция, организованная совместно с Бакинской Инициативной Группой (GIB), Народным союзом за освобождение Гваделупы (UPLG), Международное движение за репарации MIR Guadeloupe, Движение за строительство гваделупской нации (FKNG) и Международным комитетом чернокожих народов (CIPN), призвана открыть важнейшую политическую дискуссию: какими могут быть пути к реальной деколонизации Гваделупы? Какие формы она может принять? С какими препятствиями предстоит столкнуться? Какие существуют рычаги и перспективы?

Речь идёт не только о Гваделупе — это вопрос глобального масштаба. Он является частью более широкого движения по пересмотру отношений господства, унаследованных от западных колониальных империй, и по утверждению права народов на самоопределение. Пришло время покончить с двусмысленностью и прямо поставить ключевой вопрос: кому принадлежит будущее Гваделупы?



Пти-Канал в Гваделупе был одним из главных портов высадки для работорговых судов, доставлявших рабов из Африки во французские колонии. Это место, насыщенное историей, напоминает о тёмном прошлом рабства в Гваделупе и о страданиях рабов, высаженных в этом порту.

КУЛЬТУРНЫЙ И РЕЛИГИОЗНЫЙ КОНТЕКСТ

В колонизированной Гваделупе, где гваделупский язык не признан официальным, формируется богатый, но противоречивый культурный контекст. Такие культуры как калинаго, а также африканская, индийская и европейская переплетаются, однако часто это происходит в искажённой форме через потребительскую призму.

Гваделупский язык, на котором ежедневно говорит большинство населения, низведен до неформального статуса, что препятствует его административному и образовательному развитию.

Более того, Гваделупа юридически и культурно изолирована от стран Карибского бассейна, а ее связи с Европой весьма укреплены. Этот выбор ощущается в экономической и культурной политике, которая благоприятствует европейским интересам в ущерб региональным обменам, способствуя отчуждению карибской идентичности.

Однако культурное сопротивление проявляется в виде преданных своему делу движений и художественных инициатив. Художники, поэты и музыканты восхваляют богатство своей культуры посредством аутентичных творений, подтверждая гордость за принадлежность к гваделупской идентичности. Эти движения делают упор на продвижение гваделупского языка, восстановление традиций и борьбу за институциональное признание.

Таким образом, несмотря на попытки фольклоризации и навязывания колониальной культуры, осознание собственной идентичности продолжает утверждаться, что ведёт к культурному, художественному и интеллектуальному восстанию. Гваделупцы сплачиваются вокруг своего наследия, чтобы заявить о своём месте в культурном пространстве — как на национальном, так и на международном уровне.



Религиозный контекст Гваделупы, 90% населения которой составляют выходцы из Африки, является результатом сложного синкретизма, отмеченного наследием нескольких национальностей. Потомки порабощенных африканцев, подвергшихся насильственному обращению в католичество, сумели сохранить некоторые аспекты своих исконных верований, интегрировав их в новую духовность. Это привело к возникновению синкретических практик, в которых африканские традиции смешались с иудео-христианскими элементами.

В то же время индийские наемные рабочие, прибывшие по контракту в поисках работы, привезли с собой свои собственные богатые духовные традиции, такие как индуизм, которые сосуществовали с верованиями африканских потомков. Их праздники, ритуалы и обычаи вносят свой вклад в культурное разнообразие Гваделупы.

Более того, европейское присутствие, пропагандирующее светское видение общества, привносит иное измерение. Европейцы часто придерживаются материалистического подхода, который создает пространство напряжения между традиционными и модернистскими ценностями.

Такое сосуществование религиозных верований и практик делает Гваделупу уникальным местом встречи, где смешиваются влияния калинаго, Африки, индейцев и Европы, создавая сложную картину духовности и культуры. Диалоги между этими различными традициями продолжают развиваться, отражая бурную историю Гваделупы.

ЦЕЛИ КОНФЕРЕНЦИИ

Дать слово представителям разных сфер: исследователям, художникам, активистам, политикам и гражданам.

Проанализировать колониальное наследие в современной политической, экономической и культурной структуре Гваделупы.

Изучить различные формы, которые может принять процесс деколонизации.

Способствовать конструктивному обсуждению институционального и идентичного будущего Гваделупы.

Привлечь внимание международного сообщества и сформировать осознание важности деколонизации Гваделупы.

Предлагаемые направления для размышлений

1. История и память о колониализме:

- Рабство и колонизация: какова передача исторической памяти?
- Департаментализация и колониальная преемственность.

2. Политическая и институциональная деколонизация:

- Какие формы деколонизации возможны?
- Сравнение с другими территориями: Канаки, Маохи Нуи, Реюньон и др.

3. Экономическая деколонизация:

- Экономическая зависимость от колонизирующей державы - Франция.
- Местные альтернативы и продовольственный суверенитет.

4. Деколонизация знаний и культуры:

- Креолизация, гваделупский язык, карибская идентичность.
- Школа и университет: какое содержание, какие языки, какие культурные ориентиры?

5. Духовные аспекты колонизации и деколонизации:

- Роль крещения африканских рабов.
- Сохранение духовности предков.
- Роль христианских движений в борьбе за освобождение.
- Возрождение африканской духовности.

6. Мобилизации граждан и активистов :

- Роль социальных, профсоюзных и культурных движений.
- Народные восстания: 1967, 2009, 2021 и другие формы протеста.
- Международный Фронт Деколонизации.